

# **Le sommet Chavez-Santos en Colombie : l'éruption d'une paix négociée grâce à UNASUR**

mardi 24 août 2010, par [DOMINGUEZ Francisco](#) (Date de rédaction antérieure : 11 août 2010).

**Après les fortes tensions observées cet été, la rencontre au sommet Chavez-Santos pourrait ouvrir une nouvelle ère dans les relations entre la Colombie et le Venezuela. Cet article apporte des éclairages intéressants sur la situation entre les deux pays et le rôle joué par la diplomatie brésilienne et l'UNASUR en Amérique latine.**

## **Alter Autogestion**

Les relations déjà mauvaises entre le Venezuela et la Colombie ont empiré à la suite des accusations de Luis Hoyso, représentant du gouvernement Uribe à l'OEA (Organisation des Etats Américains), selon lesquelles le gouvernement vénézuélien abriterait des guérilleros colombiens (1500) et autoriserait sur son territoire des camps d'entraînement à la guérilla (85). Les preuves - déjà réfutées- de ce tissu de mensonges une fois encore venaient des « ordinateurs magiques » saisis par les forces militaires colombiennes lors de leur attaque militaire illégale du 1<sup>er</sup> mars 2009.

Chavez a réagi par la rupture des relations avec la Colombie, entraînant une nouvelle dégradation entre les deux nations, mais il a néanmoins envoyé son ministre des Affaires Etrangères pour assister à l'investiture de Santos. La réponse d'Uribe fut d'annoncer, la veille de cette investiture, que son gouvernement déposait une plainte formelle contre le Venezuela auprès du Comité Américain des Droits de l'Homme, et une autre contre le président Chavez lui-même auprès de la Cour Pénale Internationale. Par ailleurs, Uribe s'est déclaré prêt à témoigner devant la CPI contre Hugo Chavez.

Cependant, après d'intenses activités diplomatiques à l'initiative de UNASUR, Nicolas Maduro, ministre vénézuélien des Affaires Etrangères, Nestor Kirchner, président de UNASUR et Lula, président du Brésil (ce dernier ayant rencontré publiquement à la fois Hugo Chavez et Juan Manuel Santos au cours de diverses réunions séparées), ont réussi, en quelques jours, à transformer ce qui apparaissait comme une escalade inexorable vers une catastrophe, en un des retournements politiques in extremis des plus extraordinaires de l'histoire latino américaine récente. Pendant son investiture, Juan Manuel Santos a stupéfié le monde en annonçant que son gouvernement aurait comme priorité de chercher à réparer et normaliser les relations de la Colombie avec le Venezuela et l'Equateur.

Et dans un contraste saisissant avec la position dominante sous Uribe, Santos a déclaré : « *Le mot 'guerre' n'est pas dans mon dictionnaire quand je pense aux relations de la Colombie avec ses voisins* » (à l'opposé du bellicisme d'Uribe). Par ailleurs, Santos avait antérieurement exprimé sa volonté, sous certaines conditions, de discuter même avec les guérilleros colombiens. Une nouvelle surprise allait suivre : Santos ordonna que les « ordinateurs magiques » de Paul Reyes soient remis au gouvernement équatorien.

Les medias britanniques comme le *Guardian*, *The Economist*, la BBC, et bien sûr l'omniprésent Human Right Watch avaient, à l'époque, accueilli avec enthousiasme les « preuves » publiées par les autorités colombiennes. Quant aux media privés nord américain, leur attitude était encore pire. Comme on l'a appris, bien que ce ne soit pas l'objet d'une large diffusion par les medias, Ronald Coy, le chef de la police technique colombienne, avait révélé au cours d'une enquête officielle d'une part, que les données des ordinateurs avaient été manipulées avant d'être soumis à l'inspection judiciaire, et d'autre part qu'aucun e-mail n'y avait été découvert (ce qui n'avait pas empêché Rory Carroll, correspondant du *Guardian* en Amérique latine, d'avoir « lu » plusieurs e-mails sur les ordinateurs magiques, comme il l'avait écrit à l'époque).

Bientôt nous saurons combien, parmi les “preuves” de Monsieur Hoyos, résisteront à l'analyse des “ordinateurs magiques” par l'Equateur. Le gouvernement vénézuélien a systématiquement réfuté ces accusations et jusqu'à ce jour, à part les apparitions régulières de “faux positifs” uribistes dans les medias, aucune preuve sérieuse d'aucune sorte n'a été fournie afin de corroborer les allégations selon lesquelles le Venezuela abriterait des guérilleros et des camps de guérilla sur son territoire, ou qu'il leur fournirait ressources et armes.

Le Venezuela et la Colombie partagent 2213km de frontières très poreuses. Le conflit interne à la Colombie a la malencontreuse dynamique de déborder au-delà de ses frontières dans les pays voisins sous des formes diverses : guérilleros, paramilitaires, trafiquants de drogue, réfugiés et immigrants fuyant le conflit (environ 5 millions de colombiens résident de façon permanente au Venezuela). On estime que dans l'ensemble, la force militaire colombienne comporte 300 000 soldats - proportionnellement la force la plus importante de la région, 7 fois supérieure aux forces armées vénézuéliennes - et qu'elle bénéficie de 7 milliards d'aide militaire par les USA (leur 2<sup>e</sup> bénéficiaire au niveau mondial). Elle est cependant incapable de contrôler ce qui se passe sur son propre territoire où sévissent 8 000 guérilleros armés, plusieurs milliers de paramilitaires actifs illégaux et beaucoup de trafic de drogue. La plus grande partie de la cocaïne du monde (50%) est produite en Colombie. Le Venezuela se trouve donc géographiquement pris en sandwich entre le plus grand producteur et le plus grand consommateur de cocaïne d'un point de vue mondial, à savoir respectivement la Colombie et les USA.

Après l'investiture de Santos, les événements se sont précipités. Grâce à la médiation de Nestor Kirchner, les ministres des Affaires Etrangères de Colombie et du Venezuela se sont rencontrés dimanche dernier à Bogota et ont annoncé que les présidents Santos et Chavez se rencontreraient dans une réunion extraordinaire au sommet, mardi 10 août en Colombie. Chavez a saisi immédiatement l'occasion offerte par son homologue colombien et a fait un appel aux guérilleros pour qu'ils trouvent une solution politique : « *les guérillas colombiennes n'ont pas d'avenir par les armes... en outre, elles sont devenues un prétexte pour que l'empire (US) intervienne en Colombie ce qui menace le Venezuela* » a-t-il dit dimanche. Il leur a aussi demandé de montrer leur engagement à un accord de paix par « *de façon convaincante, par exemple, en libérant tous ceux qu'ils ont kidnappés* ».

Il est clair que Santos voulait raccommoder les relations avec le Venezuela et l'Equateur et qu'il était prêt à accepter pour cela l'aide de UNASUR afin de faciliter sa rencontre avec Chavez. Si Santos est si déterminé à améliorer les relations entre la Colombie et le Venezuela et l'Equateur, c'est d'une part qu'il souhaite en finir avec l'isolement régional de la Colombie, et d'autre part que l'arrêt quasi complet du commerce avec le Venezuela pose un vrai problème à l'économie colombienne (leurs échanges commerciaux ont décliné de 73,7%). Il est aussi clair qu'Uribe savait cela et son attaque enragée de dernière minute contre le Venezuela visait sans doute plus Santos que Chavez. Uribe a désespérément essayé de torpiller le rapprochement colombo-vénézuélien avant de partir.

Ces efforts désespérés d'Uribe reflètent les actions de puissantes forces à Washington qui travaillent intensément pour que le Venezuela soit qualifié d'« Etat soutenant le terrorisme », « Etat narcotrafiquant » (en particulier au sein de Southcom et du Congrès). Ces forces souhaiteraient une solution « militaire » du soit disant « problème vénézuélien ». SOUTHCOM est très actif dans l'installation de bases militaires nord américaines partout dans la région, et a remis en place la 4<sup>e</sup> flotte (mise hors service en 1950). Les USA ont déployé 20 000 soldats en Haïti après le tremblement de terre et posté d'importantes forces militaires au Costa Rica (7 000 soldats, 200 hélicoptères et 46 bateaux de guerre pour la fin décembre). Ainsi, qualifier le Venezuela de « soutien du terrorisme » n'est pas juste de la rhétorique droitière, cela peut avoir des conséquences militaires graves. Les dirigeants de la région sont très alarmés par ces évolutions et ont fait part de leurs inquiétudes.

Une des dimensions généralement omise des rapports entre la Colombie et le Venezuela est l'attitude de la droite vénézuélienne. Pendant les deux mandats présidentiels d'Uribe, à chaque querelle, elle prenait position de façon enthousiaste en faveur d'Uribe. Elle a fait de même cette fois encore, mais a été prise au dépourvu par l'annonce de Santos. Quand il s'agit de s'opposer au Président Chavez, la droite vénézuélienne perd le sens des proportions. Ainsi, par exemple, Cesar Perez Vivas, gouverneur de l'Etat de Táchira, et membre de COPEI, a été jusqu'à demander à Chavez de ne pas faire de la présence de bases militaires nord américaines dans ce pays une précondition pour la normalisation de ses relations avec la Colombie. Alberto Nolla, un animateur de télévision, a suggéré qu'au cours de la crise déclenchée par les actions d'Uribe, les medias de droite au Venezuela étaient plus bruyants dans leur soutien à Uribe que les medias colombiens eux-mêmes. Un examen sommaire des principaux journaux de droite tels que *El Universal* et *El Nacional* et des chaînes de télévision comme Globovision le confirment de façon concluante.

Ce qui est sans précédent c'est que l'administration nord américaine fut de facto réduite au rôle de spectatrice. Les USA ont soutenu les accusations contre Chavez à l'OEA (leur ambassadeur à l'OEA a déclaré « ... *notre préoccupation sur les liens entre le Venezuela et les FARC qui nous a empêché de reconnaître le Venezuela comme coopérant entièrement avec les USA et d'autres dans ces efforts anti-terroristes* ») mais ils ont été clairement mis sur la touche par la stratégie de la corde de raide de UNASUR qui a mené au rapprochement entre la Colombie et le Venezuela. C'est Santos, Chavez et UNASUR (en particulier le Brésil) qui ont pris les choses en main (le gouvernement du Brésil a fait clairement comprendre qu'il voulait que la question soit réglée au sein de UNASUR, sans l'influence des USA. Il a proclamé que l'Amérique du Sud était une « région pacifique » et affirmé que les problèmes entre les pays devaient, en premier lieu, être traités bilatéralement). Cette réalité montre d'abord une confiance en soi croissante et une indépendance de la région vis-à-vis des centres économiques traditionnels, et d'autre part une prise de distance de plus en plus ferme envers les USA. Les plaques tectoniques ont bougé de façon spectaculaire et la plupart des dirigeants latino-américains ont l'impression d'avoir évité une guerre quasi certaine menée conjointement par Uribe et les USA.

Reste à savoir jusqu'où ce sommet mènera les deux pays. Ils ont décidé de rétablir complètement leurs relations dans tous les domaines et les deux présidents ont mis en place cinq commissions dans le cadre d'une déclaration de principes commune. Elles comprennent une commission sur la dette ; une autre sur la collaboration économique entre les deux pays ; une pour le développement d'un plan d'investissement sur leur frontière commune ; une autre pour une entreprise commune de travaux d'infrastructure ; et enfin une commission de sécurité. Les deux chefs d'Etat se sont engagés à collaborer dans la lutte contre le trafic de drogue, et les activités armées illégales paramilitaires. La Colombie a envoyé le président du parlement colombien, Armando Benedetti pour aider au processus de rétablissement complet des relations entre les deux pays. L'OEA a félicité Santos et Chavez pour leur diplomatie. Les peuples des deux nations se sont réjouis. Cependant toutes les

questions en litige entre les deux nations n'ont pas toutes été traitées, ainsi les bases militaires nord américaines en Colombie, le besoin urgent d'un processus de paix en Colombie, et les accusations levées par Uribe contre le Venezuela devant la Cour Américaine des Droits de l'Homme et contre la personne de Chavez à la CPI.

Les chiens de la guerre sont, au moins temporairement, tenus en laisse. La paix a soudain fait éruption. Le rétablissement complet des relations entre le Venezuela et la Colombie est bien entendu très positif. Cependant, la pléiade de forces qui s'opposent à un programme de paix aussi étendu est aussi assez impressionnante. Pour commencer à sa tête se trouvent les USA, et elle inclut de puissants groupes économiques dans la plupart des pays de la région, tels que les séparatistes de l'Est de la Bolivie qui ont failli renverser le gouvernement de Morales en 2009 ; la droite vénézuélienne qui a réussi à évincer Chavez en 2002 (mais le peuple l'a remis au pouvoir) ; l'oligarchie colombienne elle-même ; la bourgeoisie pinochettiste chilienne extrêmement riche et puissante ; la droite en Argentine ; les très riches entrepreneurs de Guayaquil etc.. Tous ceux-là d'une manière ou d'une autre sont pour la militarisation nord américaine de la région comme solution de dernier recours face aux mouvements sociaux radicaux et aux gouvernements progressifs du continent. En attendant la militarisation étatsunienne de la région se poursuit à un rythme accéléré.

Il est dans l'intérêt de l'Amérique latine, très bien représentée à cette occasion historique par UNASUR, d'aider l'oligarchie colombienne à desserrer l'étreinte nord américaine très inconfortable dans laquelle l'a mise Uribe. D'un autre côté il y a les intérêts nord américains hégémoniques dans la région et leur dépendance croissante à cause du pétrole envers des gouvernements farouchement nationalistes qui affirment collectivement leur indépendance. Les stratèges politiques et militaires de Washington sont sans doute stupéfaits de ce rapprochement extraordinaire entre Santos et Chavez.

Les efforts insensés d'Uribe pour provoquer une guerre avec le Venezuela soulignent la situation impossible dans laquelle se trouvent les USA : confrontés à la révolte de leurs voisins du Sud, incapables de l'emporter politiquement, et dans l'impossibilité d'offrir le développement, le progrès, l'investissement, voire le mode de vie américain (the American Way of Life) qui est en train de s'effondrer aux USA mêmes, ils ont décidé d'avoir recours à la guerre pour maintenir leur arrière cour dans la soumission. L'Amérique latine a choisi la démocratie, le progrès social, la souveraineté nationale et la paix. Dans cet épisode, même l'oligarchie colombienne la plus fidèle aux USA a pris le parti du Sud et non du Nord. Nous verrons qui gagnera cette bataille historique en cours.

**Francisco Dominguez**, secrétaire de Venezuela Solidarity Campaign

---

**P.-S.**

\* Publié en français sur le blog Alter Autogestion :  
<http://alterautogestion.blogspot.com/2010/08/le-sommet-chavez-santos-en-colombie.html>

\* Texte transmis et traduit par Nathalie Levallois :  
[http://left-click.net/index.php?option=com\\_content&task=view&id=751&Itemid=30](http://left-click.net/index.php?option=com_content&task=view&id=751&Itemid=30)